

Les Lettres de mon Château

PAR MAZARIN

Depuis son arrivée à l'Élysée, Jacques Chirac a beaucoup écrit et reçu de nombreuses lettres. Tout le monde s'adresse à lui : ses amis, ses ennemis, ses proches comme ses adversaires. Un de ses fidèles, homme de l'ombre et de pouvoir comme l'était Mazarin, a compilé cette correspondance historique.

9.- Signé Amiral Lanxade, chef d'état-major des armées

Monsieur le Président de la République,

C'est le dernier rapport sur le moral de nos forces armées que j'ai l'honneur de vous adresser, conformément à la tradition héritée du prestigieux chef de nos armées que fut le général de Gaulle, tradition qui veut que le chef d'état-major fasse le point dans un rapport écrit et confidentiel deux fois dans l'année sur l'état d'esprit de nos hommes et de leur encadrement. Vous imaginez que c'est une fierté doublée d'une tristesse profonde pour moi. Vous connaissez mes sentiments et mes convictions. Si vous me le permettez, j'y ajouterai mon attachement personnel à votre personne. Ce fut si difficile de servir votre prédécesseur et ses ministres pendant ces dernières années. J'ai dû si souvent dissimuler mes sentiments, réorienter des ordres absurdes qui m'étaient donnés, favoriser des décorations si choquantes. Oui, c'aurait été un véritable bonheur que de pouvoir servir un vrai chef comme vous. Ne croyez surtout pas que mon témoignage soit seulement personnel. Que non ! Par ma plume, c'est toute l'armée française, notre grande armée nationale, qui vous dit merci, Monsieur le Président de la République. Merci d'abord de votre style inimitable fait de volonté, de stoïcisme, d'ascétisme. Nos hommes, notre personnel, se reconnaissent en vous. Si j'osais, je dirais que vous avez l'allure, la stature, la grandeur d'un maréchal de France. Comme nous avons été fiers le 14 juillet de pouvoir défilé devant votre tribune présidentielle. En cette occasion, nous avons senti à l'unisson battre le cœur de l'armée et celui du pays. Merci aussi de votre attachement à notre patrie que vous prenez un soin jaloux à rappeler à chaque instant. Je puis vous apporter mon témoignage personnel. Je n'ai jamais entendu un président de la République qui parlait si bien, et surtout si sincèrement de notre pays. L'armée est donc consciente de la chance qui est la sienne de pouvoir vous servir. Elle se réjouit d'ailleurs d'avoir si largement contribué à votre succès. Elle a beau être muette par devoir, il n'en demeure pas moins que nous représentons pas moins de 500.000 électeurs sans compter leurs familles. C'est donc près de 2 millions de votants qui, au travers de ce rapport, vous crient leur reconnaissance, vous assurent de leur attachement et sont prêts à vous prouver lors des prochaines élections leur fidélité. Je tenais à ce que vous le sachiez et surtout à ce que vous compreniez que cet attachement vous est profondément personnel et qu'il ne se nourrira plus, désormais, d'aucune contrepartie. L'armée a nos convictions, mais aussi sa dignité. Elle ne sait pas demander, elle ne l'a jamais su. C'est en quelque sorte notre fierté.

prétexte que leur pantalon était bleu marine. Nous désespérons chaque jour un peu plus de notre capacité à lui donner les bases strictement minimales. C'est un véritable drame. L'autre jour, il s'est même planté au garde-à-vous devant un vague caporal, croyant qu'il s'agissait d'un chef d'état-major de la marine. Je n'y puis rien, mais, dès qu'il visite la moindre caserne, votre ministre de la Défense déclenche de francs éclats de rire. Ce n'est pas encore trop grave lorsqu'il s'agit d'une visite préparée. Je puis alors m'arranger pour qu'il ne rencontre que des gradés, pour lesquels il aura préalablement été préparé. J'ai même fait installer dans sa voiture un appareil de projection miniature pour lui permettre de réviser quelques minutes avant ses visites. Il a si peu de mémoire. Rendez-vous compte qu'à côté de lui, François Léotard nous semblait être un aigle dans la vitesse de compréhension.

Mais il y a pire. Lorsque nous allons sur le terrain, je ne peux empêcher tous les militaires de croiser sa route. Il faut alors improviser. Je ne puis le quitter du moindre centimètre afin de pouvoir furtivement lui glisser à l'oreille que le gradé qui se plante au garde-à-vous devant lui est un général, un colonel ou un capitaine. Au début, je n'y arrivais pas trop mal, puisque votre ministre était craintif. Après quelques semaines, il a pris de l'assurance mais toujours pas de compétence. Il prend donc des

la vie de notre ministre qui n'est pas à son honneur. Avec tout le respect que je vous dois, et vous savez combien il est grand, je crains que vous ne soyez conduit dans les semaines à venir à vous en séparer car il fait grand tort à votre image qui est si bonne dans notre armée française.

Je souhaitais aussi vous dire, avant de vous quitter, quelques mots du dossier bosniaque. J'ai lu vos déclarations avec l'intérêt et le respect que vous pouvez aisément imaginer. J'ai bien noté que vous étiez prêt à faire la guerre aux Serbes. Remarquez bien qu'ils le méritent. Ce sont des agresseurs qui violent, qui tuent et qui pillent sans aucune pitié. Ils ne méritent que la corde pour les pendre. Cela ne serait que justice. Et l'on peut même se demander comment le monde occidental a pu mettre si longtemps pour leur donner la correction qu'ils méritent. Croyez que je serais le premier ravi que, sous vos ordres,

sionnante cela ferait avec le si triste gouvernement d'Edouard Balladur, qui, lui, se contentait de rester impuissant devant l'inexorable montée du chômage. Ce serait la contribution décisive de notre armée française à votre succès. Ce dont, depuis ma retraite, je me réjouirais profondément, comme vous pouvez vous l'imaginer.

Je me permets de vous signaler un dernier sujet de préoccupation. Oh, il ne s'agit pas de nous, les militaires, mais bien plutôt de vous et de votre gouvernement. J'ai ouï dire que le ministre des Finances, M. Madelin, dont je sais que lui non plus n'a pas effectué son service militaire, et donc qu'il ne peut nous aimer ou au moins nous apprécier, avait formulé l'idée ahurissante de diminuer notre budget. Cela témoigne d'une très grande méconnaissance de la chose militaire, comme si on pouvait nous rationner à la manière d'un vulgaire budget de l'Education nationale. Vous savez mieux que quiconque que la sécurité du territoire national est un impératif majeur. La sécurité ne se divise pas, ne se mesure pas, ne se comptabilise pas. On ne va tout de même pas chipoter sur le coût de notre défense nationale. Ce serait une première du plus mauvais effet sur le moral de nos troupes qui se sentiraient immédiatement trahies, lâchées, abandonnées, je pourrais même dire sans risque d'être contredit, humiliées par une idée aussi saugrenue.

J'ajoute que si cela devait être le cas, les conséquences seraient majeures en termes d'emploi. Si on diminue de 1 % le budget de nos forces armées, je suis obligé, c'est mécanique, de licencier 35 % des effectifs qui travaillent dans nos casernes militaires. Imaginez un peu l'effet détestable que cela produirait sur les statistiques du chômage dont je vous entretenais il y a un instant. Touchez au budget de nos armées et ce sont instantanément des dizaines de milliers de braves militaires qui iront grossir les rangs du chômage. Je suis certain que vous ne laisserez pas faire une telle monstruosité !

Enfin, je voudrais me permettre une ultime suggestion. Il s'agit toujours pour moi de vous aider à lutter contre ce fléau national du chômage. Vous savez sans doute que la France est le premier producteur et fabricant de médailles du monde. C'est une industrie stratégiquement indispensable à l'ensemble de notre économie puisqu'elle emploie pas moins de 45,5 personnes en moyenne. C'est dire son impact sur l'emploi. Il faut leur donner davantage de travail. Je me permets donc de vous suggérer d'augmenter le contingent des militaires qui sont décorés tous les mercredis au Conseil des ministres. Vous pourriez le doubler. Ce ne serait que justice compte tenu de toutes les perspectives de combats futurs que vous nous avez annoncés. J'ajoute que chaque fois qu'un militaire est décoré, c'est toute la nation française qui se sent honorée. Merveilleuse occasion pour vous de faire d'une pierre deux coups.

J'espère que, par ce bref et dernier rapport, j'ai pu vous démontrer la dose d'abnégation dont nous autres les militaires sommes capables dès lors qu'il s'agit de l'intérêt général et de celui-ci exclusivement.

Moi et l'ensemble de l'armée française ne souhaitons qu'une seule chose désormais, Monsieur le Président de la République, votre succès. Et ce, même si celui-ci devait être obtenu au détriment de nos intérêts qui n'ont rien de particulier.

Amiral Lanxade



initiatives. Celle par exemple d'aller serrer les mains de lui-même. Mais il ne sait pas à qui.

Chaque jour, je vois donc avec consternation l'autorité de votre ministre s'affaiblir. Le comble ayant été l'information sur son service militaire. Il a commencé par nous dire qu'il l'avait fait dans l'air. Sans plus de précision. J'avais immédiatement mis la DGSE sur cette affaire qui me semblait importante. Pas de trace de Charles Millon dans nos archives. Je m'apprêtais à jeter un voile pudique sur ce dossier quand une indiscretion dans la presse a révélé le pot aux roses. Il n'a pas fait son service. Cela peut arriver à tout le monde lorsqu'on est malade. Mais lui, il ne l'était pas. Il s'est tout simplement fait réformer. C'est vous dire s'il est désormais compliqué pour lui de lancer de vibrants appels aux jeunes qui vous ont fait confiance pour qu'à leur tour ils fassent leur service militaire dans la joie et l'allégresse. J'ai eu cependant la satisfaction de découvrir d'où venait la fuite : ce sont d'anciens collaborateurs de François Léotard qui, par mesquinerie et haine du successeur, ont choisi de donner en pâture aux journalistes un élément de

l'armée conduite une offensive rapide et déterminée qui ne déparerait pas le grand livre de l'Histoire de notre armée française.

Mais il y a un mais. Il conviendrait qu'auparavant, un certain nombre de conditions soient remplies. Il nous faudrait d'abord beaucoup plus de matériel et surtout davantage d'hommes. On ne peut rien envisager avant d'avoir pour le moins décuplé le nombre de soldats du contingent français de la Forpronu. Je crains en fait qu'avant toute initiative, le pouvoir politique que vous représentez avec tant de brio ne soit contraint de déclarer la mobilisation générale. Le peuple serait très heureux d'une telle initiative tant je suis certain qu'elle serait qualifiée de gaullienne par l'ensemble des observateurs.

Nous pourrions donc, dans un premier temps, nous contenter de rappeler les classes d'âge jusqu'à 35 ans. Pour les réservistes, nous verrions bien ce que donneraient les événements sur le terrain. J'ajoute que tout ceci présente l'avantage de diminuer le nombre de chômeurs. Le pays réjouirait ainsi spectaculairement réussie votre nouvelle politique économique. Quelle rupture impres-



Il est cependant de mon devoir, avant de partir, de vous signaler quelques graves dysfonctionnements qui, sans altérer la joie profonde qu'auront toujours les militaires français à vous servir, seraient de nature à provoquer de sérieuses crises s'il n'y était porté remède sans délai.

Je dois d'abord vous parler de notre ministre de la Défense Charles Millon. Croyez bien que, si je le fais, c'est par devoir et pour être en règle avec ma conscience. Je veux le faire avec prudence et équité, mais je dois le faire. Je dois vous le dire avec une brutalité que vous trouverez sans doute toute militaire, mais si nous sommes fiers de vous, nous avons honte de lui. Oh, ce n'est pas sa bonne volonté qui est en cause. Il en déborde. Il a d'abord demandé des cours du soir pour reconnaître les galons. Une catastrophe ! Il ne reconnaît même pas les uniformes, alors les gradés ! L'autre jour, il a même confondu un aviateur avec un marin sous